

HARKIS

Les engagements du candidat Hollande

Suite aux questions posées par le groupe de contacts «harkis-présidentielle-2012» aux candidats «républicains» à l'élection présidentielle, le candidat socialiste François Hollande a été le premier à répondre à cette interpellation, en leur destinant une lettre rendue publique cette semaine et dans laquelle il prend d'importants engagements, au cas où les Français lui accorderaient leur confiance et le porterait comme président : «Je m'engage à reconnaître publiquement les responsabilités des gouvernements français dans l'abandon des harkis, le massacre de ceux restés en Algérie et les conditions d'accueil des familles transférées dans des camps en France.»

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

Outre cette reconnaissance d'abandon que n'ont cessé de demander les associations de harkis et que, rappelle Hollande, le président actuel a toujours refusée, le socialiste déclare

avoir l'intention, en cas de victoire, «d'assurer aux harkis et à leurs descendants la reconnaissance de la République».

Concrètement, en quoi cela consiste-t-il ? Hollande l'explicite en évoquant d'abord l'attention qui sera portée à la réussite des enfants et petits-enfants de har-

kis. Et d'argumenter : si «toutes les discriminations sont insupportables et doivent être combattues», mais que dire de celles qui touchent les descendants de ceux qui se sont battus pour la France ? Et de promettre que pour assurer une solidarité renforcée en direction de cette population, il engagera, dès sa prise de fonction en tant que président, «une réforme de la mission interministérielle aux rapatriés».

Quant au travail de mémoire, Hollande rappelle ce qu'il a déjà eu à déclarer dans une tribune publiée concomitamment par *El Watan* et *Le Monde* et y expliquant que «la mémoire des harkis est une mémoire vive et souffrante» et c'est pourquoi «elle impose à la France un retour sur

elle-même et sur son histoire».

Pour ce faire, Hollande s'engage «à donner sa juste place à l'histoire et à la mémoire des harkis, dans les programmes scolaires, dans les sites mémoriels et dans les centres de recherches».

Quant à la Fondation sur la guerre d'Algérie (organisme institué et décrié par beaucoup), elle devra «accorder toute leur place» aux harkis et à leurs associations.

Le candidat sortant, Nicolas Sarkozy, qui n'a pas répondu directement au courrier qui lui a été adressé comme à tous les autres candidats, estime probablement qu'il s'est déjà exprimé sur le sujet. Il avait promis aux harkis dans sa campagne de 2007 de reconnaître «officielle-

ment la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des harkis».

Non seulement il n'en a rien fait au cours des cinq années de sa présidence, mais mieux encore, au mois de mars dernier, lors d'une visite de campagne à Nice et face à des auditeurs pieds-noirs et harkis, il a fait un virage à 380° en balayant d'un geste : «Pour que vous puissiez pardonner, il faut que la République reconnaisse qu'il y a eu injustice, qu'il y a eu une forme d'abandon, c'est fait. Maintenant, pardonnez, parce que la République a besoin de vous.»

Autrement dit, la République française que vous avez servie vous dit, circulez, il n'y a rien à attendre.

K. B.-A.

CONTRIBUTION

La guerre d'Algérie continue sur l'autre rive de la Méditerranée

Le colloque organisé par Marianne et El Khabar à Marseille a permis de se faire une idée du rôle de l'idéologie et des ressentiments dans la lecture et la compréhension de l'histoire de la guerre d'Algérie.

L'existence sur le sujet de centaines de livres, de dizaines de films et de multiples colloques ne semble pas avoir changé l'opinion de beaucoup de gens qui demeurent sourds au tic-tac de l'horloge de l'histoire. Il faut se poser dès lors le pourquoi de ce paradoxe. La première question qui vient à l'esprit est cette croyance naïve dans la force des travaux et recherches en histoire.

Quand bien même les sciences de l'histoire échapperaient à l'idéologie dominante et que les historiens feraient preuve d'une probité intellectuelle au-dessus de tout soupçon, la vérité historique ne s'impose pas hélas aux hommes et à la société. La raison en est simple ; l'on sait que l'histoire est écrite le plus souvent par les vainqueurs qui s'acharnent à cacher leurs méfaits et à charger de tous les maux les vaincus. C'est pourquoi les travaux et les recherches historiques qui enrichissent des esprits sont souvent impuissants à neutraliser les mensonges et les préjugés colportés par les détenteurs de pouvoirs. Ces derniers s'empressent de favoriser les productions culturelles de masse pour formater les mentalités. Un exemple édifiant nous a été donné lors du colloque de Marseille sur la guerre d'Algérie où bien des arguments dégoulinant de bêtises ont été exprimés par des nostalgiques de l'Algérie de papa.

Que des bêtises soient dites par des quidams encore prisonniers de leurs préjugés, passe encore. Mais quand ces préjugés et autres approximations sont assénés par une personnalité censée être un philosophe, on se dit que la guerre d'Algérie n'a pas fini de faire des ravages de l'autre côté de la Méditerranée.

La confrontation entre le philosophe Bernard-Henry Lévy et Zohra Drif illustre d'une façon à la fois tragique et comique quand l'une des protagonistes est une combattante pour la liberté de son pays et que son adversaire n'est qu'un «commentateur» des combats des autres.

La combattante, alors âgée de 20 ans et actrice de l'histoire, avait accepté d'offrir sa vie pour la liberté de son peuple. 50 ans plus tard, elle explique son devoir accompli dans le tourbillon de l'histoire. En face d'elle, profitant de son aisance langagière, l'habitué des médias, le BHL de l'Hexagone, sortit son artillerie lourde composée d'arguments sophistes pour impressionner Zohra Drif qui ne recula point devant le délire verbal de son adversaire. Ce dernier s'imaginait sur un plateau comblant d'une télé quand il dressait de lui-même le portrait d'un homme engagé en Libye, crinière au vent et chemise blanche d'un zazou, entouré de gardes du corps et accompagné de photographes pour immortaliser son passage, pour ressembler à Malraux et à Hemingway durant la guerre d'Espagne.

Croyant à cette image qu'il essaie de se fabriquer, il assène avec la mauvaise foi d'un arracheur de dents sa vision étriquée de l'histoire. Selon lui, Zohra Drif devrait aujourd'hui condamner sa propre conduite de la combattante d'hier. Il aurait pu lui demander aussi pourquoi madame n'avez-vous pas, avant de commettre un acte de guerre, passé une annonce dans *l'Echo d'Alger* pour prévenir les clients innocents des bars d'Alger.

Face à ses élucubrations, la militante algérienne opposait la dure réalité à savoir son statut d'actrice de l'histoire nageant dans le torrent de la guerre. Que pouvons-nous conclure de cette passe d'armes sinon que nous avons affaire à deux conceptions de l'histoire. Notre philosophe s'est fait le porte-parole de cette partie de la communauté dite «pieds-noirs» qui, 50 ans après, continue à ne pas comprendre que sa présence en Algérie a été le fruit empoisonné d'un viol d'un pays. Que ses malheurs sont le produit de son incapacité à acquérir une conscience historique de l'époque et de l'espace colonial dans lequel elle évoluait. Heureusement que des individualités de cette communauté avaient osé aller à contre-courant de cette paresse idéologique qui faisait croire à ces pieds-noirs que leur présence en Algérie était «normale», en quelque sorte conforme à une logique de l'histoire. Les militants Maillot, Yveton et autres écrivains comme Jean Sénac et Emmanuel Roblès ont, par

leur exemple, fourni l'opportunité aux Algériens de ne point confondre toute une communauté avec le système colonial.

La deuxième conclusion que l'on peut faire de ce rude échange est à voir avec le péché mignon de l'idéologie qui met sur un piédestal l'individu qui a toujours raison contre l'histoire, les peuples et même l'éternité. Ainsi, pour notre BHL, les combattants algériens auraient dû penser avant toute chose aux individus européens, quand bien même la cause de la liberté de tout un peuple devait en pâtir. Que n'a-t-il pas tenu ce raisonnement, lui qui a incité Sarkozy à aller bombarder des villes en Libye et laisser sur le carreau des dizaines de milliers de civils qui avaient juste le tort d'habiter sur le même territoire que le bouffon de Kadhafi. Notre philosophe, vu ses états de service, a choisi son camp, à savoir l'idéologie qui caresse l'ego de l'individu contre la rudesse de l'histoire. C'est son droit de croire que l'individu qui fait l'histoire et non les peuples... vieux débat qui s'est épanoui en caricature dans ce colloque, où beaucoup de gens sont venus se rassurer plutôt que d'affronter leur passé pour mieux assumer leur présent.

Quant à la «parole» algérienne à Marseille, bien qu'elle fût ferme sur l'essentiel, à savoir le droit à l'indépendance, il lui faut se fortifier pour mieux se défendre à la fois contre certaines inepties entendues dans ce colloque mais aussi contre ceux qui prennent le droit d'empêcher les Algériens de porter un regard lucide et aigu qu'impose la complexité de leur histoire. Je dis ça car comme beaucoup de cinéastes, je suis outré d'apprendre que n'importe quelle œuvre de création portant sur l'histoire du pays doit se soumettre à l'autorisation d'une commission ministérielle unique détentrice de la vérité historique.

Cette confusion entre l'histoire comme science et une œuvre artistique est lamentable. Ces deux disciplines ne boxent pas sur le même ring. L'on sait qu'une œuvre de l'imaginaire obéit à des règles et un langage propres à sa nature. Un créateur, un auteur peut prendre des libertés avec les formes d'expression pour s'approcher au plus près de la vérité. C'est ainsi qu'on parle de licence poétique pour les écrivains qui se donnent le droit d'inventer des

Par Ali Akika,
cinéaste

néologismes et concourent ainsi à l'enrichissement de la langue...

Pour mieux nous défendre contre les nostalgiques de l'Algérie de papa, nous n'avons pas à avoir honte de reconnaître les erreurs et fautes dans une situation de fragilité et de complexité de toute guerre révolutionnaire. Mais nous n'avons pas à cacher non plus des horreurs quand celles-ci sont les fruits empoisonnés des conduites de responsables avides de pouvoir ou bien encore le résultat de divergences politiques dans une société traversée par le féodalisme et le tribalisme. Tous ces maux (avidité, cupidité, régionalisme, incompétence, etc.) continuent de sévir, hélas, encore aujourd'hui.

Si nous continuons à détourner notre regard sur les aspects sombres de notre histoire, comment pouvons-nous élaborer et enrichir le discours politique dont nous avons besoin aujourd'hui... pour comprendre pourquoi notre pays est devenu importateur de 80% de son alimentation. Pourquoi l'école est sinistrée, pourquoi la femme est une mineure à vie, pourquoi les gens se suicident, pourquoi les jeunes bravent les océans pour échapper à la folie dans le pays... pourquoi... pourquoi.

Si nous voulons éviter à certains de nos compatriotes de croire aux «miracles» des lasers qui dessinent le nom de Dieu dans le ciel lumineux et incomparable de notre pays, nous avons intérêt à ne pas être dérangés par la vérité, fût-elle dure à avaler... Mais revenons à nos moutons... Pour que la guerre d'Algérie finisse sur l'autre rive de la Méditerranée, nous savons ce qui nous reste à faire...

Libérons la parole dans notre propre pays pour que tous les BHL du monde cessent de nous donner des leçons, eux qui sont les serviles des puissants du monde. Ces puissants, assoiffés de pétrole, font appel à eux pour leurs aventures en Irak ou en Libye. Au nom de la démocratie, n'est pas un comble, pis, c'est une obscénité...

Heureusement que les peuples qui sont plus intelligents que ces histrions ne cessent de leur faire des pieds-de-nez...

A. A.